

## Le Burundi reste "un sujet de préoccupation", selon l'ONU

@rib News, 26/02/2017 &ndash; Source AFP L'envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi, le Burkinabé Michel Kafando, a souligné lundi devant le Conseil de sécurité que ce pays, en crise depuis 2015, "restait un sujet de préoccupation pour la communauté internationale". [Photo : Michel Kafando informe le Conseil de sécurité sur la situation au Burundi.]

"Il revient à l'Union africaine de rester fortement engagée en vue de l'aboutissement d'une médiation", a-t-il ajouté. Le responsable a aussi rejeté les critiques burundaises sur l'implication de l'ONU pour aider à résoudre la crise, assurant qu'elle ne comportait ni "ingérence", ni "partialité". L'objectif des Nations unies, c'est de "tirer la sonnette d'alarme", a fait valoir l'envoyé spécial, en évoquant les nombreuses difficultés politiques, sociales et économiques traversées par le pays. Lors des interventions de pays membres du Conseil de sécurité, l'ambassadeur ivoirien, Bernard Tanoh-Boutchoue a fait part de sa "préoccupation" face aux violations répétées des droits de l'Homme au Burundi. Il a invité le gouvernement à "un dialogue politique inclusif". Son homologue éthiopien, Tekeda Alemu, a aussi souligné la nécessité "d'un grand consensus via un dialogue inclusif". L'objectif doit être de "maintenir la stabilité pour une paix durable", a fait valoir le diplomate. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. Le gouvernement rejette toute référence à cette crise, estimant que le pays ne va pas si mal que cela. L'ambassadeur burundais à l'ONU, Albert Shingiro, a souligné devant le Conseil de sécurité que le "dialogue" politique se "poursuivait normalement" et "n'était pas au point mort". Albert Shingiro a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de retirer le Burundi de son "agenda, car la situation dans (le) pays est globalement calme et ne présente aucune menace à la sécurité internationale". Un référendum constitutionnel controversé, qui permettrait au président Nkurunziza de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans, est prévu en mai et des élections générales en 2020. Dans un récent rapport, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a critiqué la volonté persistante des autorités burundaises de réformer la Constitution sans tenir compte des avis de l'opposition. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête. Selon l'ONU, le tiers de la population du Burundi aura besoin d'une assistance humanitaire en 2018, soit une hausse de 20% sur une année. Il faudrait au moins 141 millions de dollars pour y faire face, selon la même source. Le Burundi est désormais classé parmi les trois pays les plus pauvres du monde. Il traverse aussi une crise socio-économique caractérisée par un manque criant de devises, de régulières pénuries d'essence et des crises sanitaires ou alimentaires.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});